L'engagement des chercheurs

Researchers' engagement

Béatrice Fleury-Vilatte et Jacques Walter

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7083>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.7083

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2002

Pagination : 105-115

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Béatrice Fleury-Vilatte et Jacques Walter, « L'engagement des chercheurs », *Questions de communication* [En ligne], 2 | 2002, mis en ligne le 01 décembre 2012, consulté le 04 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7083> ; DOI : 10.4000/questionsdecommunication.7083

ÉCHANGES

BÉATRICE FLEURY-VILATTE

Groupe de recherche en information, communication et propagandes
Université Nancy 2
fleury@univ-nancy2.fr

JACQUES WALTER

Centre de recherche sur les médias
Université de Metz
walter@univ-metz.fr

L'ENGAGEMENT DES CHERCHEURS

Résumé. — Cet article propose une confrontation entre deux conceptions de l'engagement des chercheurs en sciences sociales : l'une fondée sur la distinction entre les postures de chercheur, d'expert et d'intellectuel, et la revendication d'une « neutralité engagée » ; l'autre adossée à l'idée que ces postures ne peuvent que « percoler ». Ancrée dans une théorisation à large portée, la discussion est principalement menée sur la base de travaux concernant la production de témoignages et l'histoire du temps présent. Elle met au jour leurs enjeux scientifiques et sociaux, les tensions dans et entre les modèles, et montre que ce n'est pas tant le domaine d'investigation qui détermine la nature de l'engagement des chercheurs que l'angle par lequel ils l'étudient.

Mots clés. — Engagement, neutralité, percolation, histoire, mémoire, témoignage, espace public.

L'engagement est une préoccupation récurrente en sciences sociales, qu'elle s'applique aux chercheurs, à des individus ou à des collectifs qui n'ont pas ce statut. Outre les innombrables tribunes libres qui, à l'occasion d'événements, paraissent dans la presse, plusieurs publications ou manifestations attestent de cet intérêt. Pour prendre des exemples récents, Jacques Ion (2001) a dirigé un volume intitulé *L'engagement au pluriel*, Philippe Hamman, Jean-Matthieu Méon et Benoît Verrier ont dirigé le livre *Discours savants, discours militants : mélange des genres* (2002) ; pour sa part, le Centre de recherche sur les médias de l'université de Metz a organisé, en 2001, un colloque sur « les formes de l'engagement et l'espace public en Europe » (Meyer et Walter, à paraître). En outre, la présente thématique de la rubrique « Échanges » se trouvait déjà à plusieurs endroits de la précédente livraison de *Questions de communication* (2002). Certaines analyses de la médiatisation du conflit en ex-Yougoslavie contenaient des développements sur l'engagement des chercheurs, des journalistes ou des photographes. Le témoignage et la production d'œuvres mémorielles, qui sont autant d'engagements, étaient au centre de plusieurs textes. Par ailleurs, l'historienne Annette Wieviorka dialoguait avec Robert Badinter, ancien garde des Sceaux, sur les rapports entre la Justice, l'image et la mémoire.

C'est à la confluence de ces faits qu'a jailli l'idée de la proposition d'un débat, dans la revue, sur l'engagement. Elle s'est immédiatement accompagnée d'une interrogation sur l'opportunité d'une discussion au sujet d'un thème ayant déjà donné lieu à tant de contributions. Comment se situer entre des prises de positions, des analyses de pratiques et des théorisations sur la « crise » de l'engagement ou de la citoyenneté qui affecterait le monde contemporain ? À tort ou à raison, il nous a semblé que l'articulation entre ces différentes orientations était trop peu prise frontalement en compte, et qu'il fallait favoriser le dialogue ou la confrontation plutôt que la tenue de propos se voulant définitifs. Ce qui correspond, du reste, à notre projet éditorial : débattre dans un numéro et prolonger la discussion dans les suivants. On rejoint par là même l'objectif d'une livraison de *Genèses* (2002 : 4) où était rappelé, fort opportunément, que « peut-être avons-nous trop pris l'habitude double de délaisser en privé les travaux de ceux qui écrivent à partir d'un autre point de vue et de reconnaître de façon protocolaire, en public, le droit inaliénable à la différence des paradigmes en sciences sociales. Le débat, la controverse, la polémique réintroduisent ici la dispute scientifique sur les objets et leur construction, sur leurs méthodes et leurs résultats. Ce numéro est une invitation à faire le point et à renouveler, dans le respect des travaux des autres, l'art de débattre dans la communauté scientifique ». Encore faut-il, non seulement offrir un support au débat, mais encore un cadre, tant les problèmes sont vastes et les discussions susceptibles de se perdre dans les généralités ou dans les chemins de traverse.

Pour un débat structuré à partir d'une distinction des genres

Pour ce coup d'envoi, nous avons structuré le débat à partir d'une communication de Nathalie Heinich, présentée au colloque de Metz évoqué *supra*, et publiée ici même. Elle fournit une aide conceptuelle pour penser l'engagement en posant un certain nombre de distinctions entre des postures

de discours, des types de jugements et des niveaux référentiels. À cette fin, l'auteur procède par le biais d'une argumentation serrée dans laquelle sa propre démarche devient objet d'analyse et d'explicitation. La question de l'engagement apparaît comme étant aussi celle de la résolution qu'elle en a donnée pour ses propres recherches. Ainsi, peut-on lire certains passages de son texte comme une réponse à de possibles contradicteurs. Sociologue, Nathalie Heinich fonde son statut de chercheur sur une démarche et des méthodes spécifiques. C'est ce statut qu'elle s'est efforcée de préserver lors de ses recherches sur l'art contemporain, se défendant de prendre parti pour telle ou telle tendance, tel ou tel type d'appréciation. Elle plaide pour une « neutralité engagée », associant une suspension du jugement de valeur, empruntée à Weber, à une prise en compte compréhensive des logiques des acteurs en présence. Sa manière de se situer a déjà été discutée. Ainsi, Philippe Corcuff (2002) lui concrace-t-il une part de son examen des relations entre la sociologie et l'engagement. Son propos consiste à évaluer si cette neutralité axiologique favorise, ou non, un renouveau épistémologique dans cette discipline, tout en s'interrogeant sur les diverses incarnations d'un encastrement entre les jugements de faits et les jugements de valeur, ou en dialectisant les rapports entre connaissance savante et connaissance ordinaire. Autant de facettes du problème que nous entendons traiter ici, quitte à en présenter une approche quelque peu différente. Ce qui nous intéresse est de mettre à l'épreuve l'élaboration critique et réflexive, à large portée, présentée par Nathalie Heinich, à propos d'un champ singulier.

Travaillant ensemble sur la médiatisation des conflits et sur les phénomènes mémoriels (shoah, guerre d'Algérie, ex-Yougoslavie...), les signataires de ces lignes ont sollicité des chercheurs œuvrant dans ce secteur. L'une des raisons de ce choix provient, notamment, d'une expérience personnelle. Présentant le résultat de nos travaux lors de conférences, débats, colloques, nous avons été interrogés, à plusieurs reprises, sur nos propres positions quant au fond des controverses étudiées. La nature polémique de nos sujets et la place de ceux-ci dans le débat social favorisent cette interpellation qui mêle posture du chercheur et implication individuelle. Très logiquement, le rapport à notre engagement participe de notre démarche scientifique et pèse sur l'orientation du contenu de ces « Échanges ». Toutefois, il ne s'agit pas seulement d'un choix privé. Notre activité s'inscrit dans un courant qui tente de clarifier les rapports entre l'histoire, la mémoire, le témoignage, sachant qu'en la matière, les médias ou le recours à des techniques de communication (e.g. enregistrements audiovisuels et numérisation de témoignages, publicisation de controverses) jouent un rôle important.

Deux chercheurs ont accepté de se prêter au jeu, avec des modalités différentes. D'une part, Yannis Thanassekos, directeur de la Fondation Auschwitz à Bruxelles, fournit un texte à portée épistémologique. Par ses recherches, il se présente comme un militant de la mémoire et, simultanément, il mène des recherches sur le militantisme, position dont il reconnaît volontiers le caractère inconfortable. Il discute, point par point, les thèses de Nathalie Heinich qui, au demeurant, à travaillé avec Michael Pollak sur les témoignages de déportés, en se livrant à une lecture critique de ses propositions théoriques. En particulier, tout en reconnaissant la pertinence

des distinctions proposées, il conteste la possibilité de suspendre le jugement de valeur dans certains domaines de recherche. Il argumente cette option à partir de son expérience de production et d'étude de témoignages de survivants de camps de concentration et d'extermination nazis, ce qui l'amène à souhaiter des formes d'engagement à l'égard des survivants, proche de ce qu'il appelle une place d'héritier. D'autre part, dans une logique ménageant une part à la restitution d'un parcours biographique, nous nous sommes entretenus avec Annette Wieviorka, historienne, directrice de recherche au CNRS et spécialiste de la shoah. Explicitant les tenants et aboutissants de son travail, elle revient sur les périodes structurant son parcours, et pointe ainsi l'incidence de facteurs politiques (le marxisme), d'événements (mai 68), de motifs familiaux sur l'objet de ses recherches. Elle signifie, à travers cette évocation, que par son itinéraire et la cause qu'il défend, l'historien est un chercheur, mais aussi une personne engagée dans une relation à la vérité. Cette congruence peut expliquer des choix scientifiques. Elle peut aussi faire de ces choix un engagement à part entière, même s'il n'est pas toujours facile de le rationaliser.

Précisément, outre son acuité conceptuelle par rapport aux contributions existant sur l'engagement, l'un des grands mérites du texte de Nathalie Heinich est de proposer une véritable rationalisation, clairement articulée. Selon elle, le sociologue se doit de différencier ses outils scientifiques de ceux utilisés lorsqu'il intervient dans le domaine public, dans une situation d'expertise ou lorsqu'il endosse l'habit de l'intellectuel. Relevant du régime descriptif, la démarche du chercheur ne peut être ni évaluative, ni prescriptive, et ceci particulièrement dans le domaine de la sociologie des controverses dont fait partie le débat sur l'art contemporain. En cela, Nathalie Heinich applique l'impératif wébérien de « suspension de jugement de valeur » et celui de « neutralité axiologique », envisagée non comme une donnée intangible, mais comme une visée. Dans ses travaux, elle a pu recueillir des éléments émanant d'univers différents, sa neutralité constituant un gage de confiance pour les partis en présence et lui permettant des « déplacements entre " mondes " opposés : le monde des spécialistes d'art contemporain, et le monde des artistes et des amateurs d'art moderne et classique ». Posture qui mérite explication, si ce n'est justification.

En effet, se référant aux points de vue de « collègues », Nathalie Heinich distingue manifestation implicite d'une préférence et énoncé explicite d'une opinion, pour signifier que si la première relève de la position de chacun dans l'espace social, la seconde, en revanche, est une prise de position qui prive le chercheur de la capacité de comprendre la logique des uns et des autres. L'auteur ajoute à sa démonstration deux niveaux de « rapports aux valeurs », le jugement de fait et le jugement de valeur, le dernier étant du domaine du sociologue des valeurs qui explicite les conditions d'adhésion à des objets. En matière d'art, un sociologue qui donnerait son avis sur une œuvre ne se distinguerait pas des acteurs en présence. Nathalie Heinich a évité ce positionnement pour privilégier une neutralité axiologique que certains acteurs ont pu lui reprocher, le domaine concerné étant travaillé par la polémique. Si, néanmoins, elle parle de distanciation, elle ne prône pas pour autant l'absence d'engagement. Cette dimension, paradoxale à première vue, est très importante.

En mettant en relation différents points de vue, la sociologue décrit la neutralité comme un moyen assurant au chercheur un rôle de médiateur, qui favorise l'intercompréhension et « permet de rétablir une circulation entre des univers séparés », dans une logique quasi habermasienne, familière à qui s'intéresse à la communication. Le chercheur n'est pas dans une tour d'ivoire et, par là même, on ne peut réduire le débat sur l'engagement à un affrontement dogmatique entre ceux qui en sont partisans et ceux qui s'y opposent. Appréhender celui-ci nécessite la reconnaissance de la complexité de la question posée et une finesse dans les prises de position. Il en va de la sorte pour ce rôle de médiateur qui n'est certes pas nié par les protagonistes du débat, mais ces derniers apportent des nuances ou des réserves sur plusieurs aspects.

Pour un mélange raisonné des genres

Ainsi, Yannis Thanassekos se réjouit-il du côté iconoclaste des propos de Nathalie Heinich qui prendrait à rebrousse poil les adeptes du « tout récit », pour lesquels l'épaisseur sociale se dissout dans des analyses strictement narratives. De ce point de vue, l'engagement, quand bien même est-il associé à une forme de neutralité, est une affirmation de la vigueur du courant de la pensée critique (naturellement, il se trouvera toujours des chercheurs pour estimer que Nathalie Heinich est trop timorée...). Cette pensée se veut différente d'une critique fondée sur un moralisme à courte vue. Elle s'arrime à un outillage intellectuel marqué au coin de la raison, et pourquoi ne pas le dire, à la conviction que la science est une activité rationnelle, avec des limites. Elle suppose un échange d'arguments et une appétence pour la compétence analytico-descriptive, accompagnée d'une suspension du jugement de valeur, qui permet au chercheur de se placer en intermédiaire. En cela, il y a accord avec Nathalie Heinich. Mais la question que pose avec force Yannis Thanassekos est celle de la généralisation de semblable position. Sa réponse est directement connectée à son champ d'intervention : il exclut de la montée en généralité le domaine historique. En la matière, il estime que les trois positions – chercheur, expert, intellectuel – sérieuses par la sociologue « percolent ». Que signifie cette expression ?

À l'épreuve des faits, en particulier des controverses qui, régulièrement, se font jour à propos des rapports entre histoire et mémoire (e.g. *La mémoire, l'histoire, l'oubli* de Paul Ricœur, 2000), qui opposent des agents de divers milieux de mémoire (e.g. *La concurrence des victimes* de Jean-Michel Chaumont, 1997) ou qui opposent des historiens (e.g. la querelle des historiens allemands), le directeur de la Fondation Auschwitz affirme que tout jugement analytico-descriptif se place dans un système interprétatif qui, lui-même, requiert des jugements évaluatifs et normatifs, ce qui met en défaut la volonté de distinction des genres d'intervention. On voit alors que c'est bien le fond des controverses – les expériences collectives extrêmes – qui provoque la percolation, dont on trouve une illustration dans l'entretien avec Annette Wieviorka.

Pour elle, le rapport au débat public ne peut distinguer l'intellectuel du chercheur. Par exemple, intervenir dans les médias n'est que la continuité de

la démarche scientifique, qualifiée d'engagement. Son statut d'historienne et la posture qu'elle adopte ne diffèrent pas selon le lieu où elle exprime un point de vue se révélant, toujours, dans la lignée de ses travaux de recherche et en cohérence avec des attendus et objectifs de vie. Seule la forme du discours peut changer. En revanche, demeure un rapport essentiel à la vérité qui caractérise, selon elle, l'approche de la neutralité. Elle affirme que l'engagement ne doit pas prendre le pas sur la vérité. Il en est de même dans le cas d'expertises qui lui ont été confiées, dont la mission Mattéoli qui concerne la spoliation des biens de familles juives. Annette Wieviorka explique qu'il s'agissait de mener un travail d'historien qui, dans un second temps seulement, après une phase de recherches, conduisait à des recommandations. Si elle pense, à l'instar de certains propos de Nathalie Heinich, que la dernière partie de l'étude n'est pas du ressort du chercheur, elle souligne néanmoins que le rapport final, qui a été remis par le groupe d'experts, comporte des éléments positifs, non contradictoires avec son métier. Ainsi, ses premières réticences – qui l'avaient amenée à vouloir dissocier la partie historique de celle concernant les préconisations – s'en trouvent-elles atténuées, même si elle continue de soutenir l'idée selon laquelle les historiens n'ont pas à fixer l'éthique de la gestion du passé. Toutefois, ceux-ci interviennent dans des configurations spécifiques mettant en jeu des positionnements éthiques et techniques. D'ailleurs, les contributeurs y reviennent afin d'explicitier les bases de certaines de leurs pratiques. En cela, par leur réflexion sur l'engagement, ils pondèrent des appréciations, somme toute classiques, sur les relations – supposées scientifiquement conflictuelles – entre histoire et mémoire et plus globalement entre connaissance savante et ordinaire.

Sur le plan empirique, Yannis Thanassekos fonde son propos à partir de sa pratique de recueil et d'analyse de témoignages de survivants des camps de concentration et d'extermination nazis. Dans cette perspective, il réfute la classique distinction entre « rigueur scientifique » et « fidélité à la mémoire », et considère que les jugements analytico-descriptifs sont de peu de poids. Les témoignages ou les arguments des survivants comportent des jugements normatifs sur lesquels le chercheur ne peut faire l'impasse, d'autant qu'ils constituent des matériaux de recherche. En outre, il singularise son action en estimant que la recherche ou la militance mémorielle ont vocation à accompagner la mémoire des survivants. Et, *de facto*, le chercheur se trouve au carrefour de deux exigences : l'habituel contrôle par les pairs amenant à aller le plus loin possible dans les analyses, mais aussi – ce qui est primordial – le maintien du lien avec les sources qui peuvent ne pas se reconnaître dans le travail scientifique. Celui-ci découle d'un impératif, d'une sorte d'obligation envers les personnes qui témoignent. D'où l'importance accordée au pacte testimonial qui lie et engage le chercheur-militant, mettant forcément en œuvre les trois postures.

Par rapport à un même domaine d'investigation, les formes de l'engagement peuvent varier. Elles sont notamment tributaires des méthodes de travail et de l'évolution du contexte interprétatif. Yannis Thanassekos relève que, jusqu'à présent, ceux qui exploitent les matériaux en ont été, dans une large

mesure, les coproducteurs, par exemple en suscitant la prise de parole sous forme d'enregistrements audiovisuels obéissant à un protocole d'entretien. D'où l'importance de s'interroger sur les cadres et les institutions de l'engagement mémoriel (Walter, 2001b). Or, la situation va changer, d'une part, parce que les survivants disparaissent et, d'autre part, parce que de nouvelles générations de chercheurs exploiteront ces témoignages. Ils auront donc un rapport d'extériorité à leur égard. En ce sens, la mémoire peut se transformer en un véritable « objet », avec ce que ce processus comporte de réification. Ce qui peut modifier la nature de l'engagement. La conséquence de ce changement serait un risque de moindre vigilance à l'égard du respect dû à la parole confiée au chercheur, à la séparation judiciaire entre ce qui serait dans la norme et ce qui n'y serait pas (du point de vue du survivant et du chercheur), entre ce qui serait de l'ordre de l'entendement et ce qui n'en serait pas, etc. Bref, la distance, temporelle et relationnelle, pourrait s'avérer porteuse de danger. Dans ces conditions, l'engagement, alliant rigueur et fidélité, prendrait la forme d'un héritage mémoriel et testimonial dont le chercheur serait le légataire. Cette notion est capitale dans le positionnement heuristique. Elle maintient un lien – par-delà la disparition des survivants – à l'événement que ces derniers ont vécu. Pour autant, serait-ce une aliénation, un abandon de la souveraineté du chercheur ? Ou, en utilisant une terminologie empruntée à Norbert Elias, comment se joue la relation entre l'engagement et la distanciation ?

Les réponses sont nuancées. D'autant qu'il ne s'agit peut-être pas d'une décision pure et simple, mais de la résultante d'un faisceau de facteurs, perceptible dans la démarche auto-réflexive d'Annette Wieviorka. Pour elle, l'engagement est à la croisée de différents composants qui associent des contraintes liées à la discipline, des données professionnelles, un itinéraire personnel. Recherche de la vérité et vision du monde interfèrent dans ces relations, faisant éclater certains aspects de la démonstration de Nathalie Heinich, notamment quand il est question de définir la notion et d'approcher l'idée de neutralité du chercheur. Selon l'historienne, en effet, l'engagement n'est pas seulement celui du chercheur dans l'espace public. Il est aussi celui qui relie la recherche à ses destinataires. Elle parle encore du rapport aux générations qui suivent celle des survivants, et utilise la formule explicite d'« engagement dans la transmission ». Dans *Auschwitz expliqué à ma fille*, l'auteur livre au jeune lecteur un contenu envisagé comme « un outil de réflexion sur le passé qui puisse aussi concerner le présent », démarche proche de celle de Yannis Thanassekos. Cependant, pour en revenir à la notion d'héritage, l'historienne souhaite que cette transmission ne se confonde pas avec une « emprise » ou une « prise en otages » des descendants de ceux qui ont été assassinés ou ont survécu. Ce qui pose le problème du réglage de la distance à l'égard de la restitution de cette histoire, problème dont les échos sont audibles dans les débats sur le devoir ou le travail de mémoire, la dette, le devoir d'intelligence, etc. Il est clair que ce type de préoccupations s'inscrit dans une arène publique qui mobilise la participation de chercheurs, et qu'un tel phénomène concerne des champs très divers. Il n'empêche que l'histoire du temps présent est fortement impliquée. À juste titre, Brigitte Gaiïti (2002) relève la concomitance entre la

montée de ces débats et l'autonomisation de ce champ. La politiste met alors en avant des relations de relégation ou de concurrence qui ont pu s'établir entre les spécialistes de ce secteur en émergence et d'autres, dont les politistes ou les journalistes. Or, sur ce plan, les formes de l'engagement peuvent s'incarner de différentes façons.

D'abord, dans le cadre de la reconnaissance académique. Annette Wieviorka signale les difficultés qui ont été les siennes à faire admettre la légitimité de la construction de son objet de recherche, résultant d'un engagement spécifié plus haut. Pour notre part, sans avoir rencontré ces problèmes, nous mesurons à quel point, dans notre communauté scientifique d'appartenance (les sciences de l'information et de la communication), l'accueil réservé à nos travaux peut être attentif ou intéressé, sans pour autant provoquer de la discussion sur le fond. Parler de l'engagement, c'est donc prendre en compte la place qu'un sujet de recherche occupe dans une discipline, au vu des enjeux et rapports de force qui s'y développent. Alors que des sujets de cet ordre sont très médiatisés, peu de chercheurs « s'engagent » dans leur analyse. Il est vrai que tout en étant des promoteurs de ce type d'investigation, nous ne tenons pas un discours de militant d'une cause mémorielle. Ce qui, on le verra plus loin, n'est pas sans poser problème à d'autres qui, eux, réclament de notre part la proclamation d'une position tranchée. Un engagement intradisciplinaire donc.

Ensuite, qu'on le déplore ou non, la légitimation d'un champ de recherche est, pour une part, tributaire de son impact dans la sphère publique. Nous pouvons reprendre ce que Louis Quéré (2002 : 85) expose à propos de l'enquête sociale, qui « ne produit de connaissances que pour autant que ses résultats sont communiqués et discutés : il n'y a de véritable connaissance des phénomènes que lorsqu'ils font l'objet d'un savoir partagé. Cependant, dans l'enquête sociale, ce partage s'étend au-delà de la communauté des chercheurs ». Et n'est-ce pas le propre d'une société démocratique ? Ici, on peut pointer deux dimensions de ce que l'on peut appeler un engagement médiatique. On sait à quel point celui-ci constitue un sujet épineux pour les chercheurs en sciences sociales (e.g. les débats sur leur place à la télévision : Bourdieu, 1996 ; Walter, 2001a). D'une part, est discuté le positionnement face à l'intervention dans les médias : Annette Wieviorka estime qu'il est impératif de débattre publiquement, en reconnaissant que cela procure un double avantage, la vulgarisation et la notoriété du chercheur. Mais cela contribue également à la reconnaissance et à la légitimation d'un secteur de recherche. D'autre part, cette intervention est liée au phénomène qui est analysé dans le dossier de ce numéro de *Questions de communication* : l'expertise. Depuis quelques années, il s'agit d'un important thème de recherche et de controverse, sachant que l'expertise fonctionne comme consécration du chercheur, mais encore comme celle du domaine d'activité concerné. L'éclairage apporté par l'historienne est intéressant, comme on l'a vu lorsqu'elle explique les modalités de sa participation à la mission Mattéoli qui a débouché sur des préconisations. En outre, elle met l'accent sur un effet moins connu du geste expert : comment la circulation et la réappropriation du travail, en dehors de la communauté des chercheurs, peut provoquer un

cas de conscience. Lors du procès Papon, c'est l'un de défenseurs de ce dernier qui s'est appuyé sur ses recherches, alors même qu'elle était en désaccord avec les avocats de l'accusation sur ce que pouvait savoir l'ancien Secrétaire général de la préfecture de la Gironde. On voit que l'engagement dans la recherche de la vérité historique ne conduit pas nécessairement à être en paix avec soi-même. Il comporte un risque. Mais, on ne peut négliger que « si l'on veut élargir ou approfondir la compréhension que l'on a du monde social, il importe que le questionnement qui permet d'y accéder ne soit pas défini en fonction des seuls critères d'intelligibilité, d'intérêt et de pertinence en vigueur dans la société » (Quéré, 2002 : 82).

Conclusion

Chacun des participants au débat réaffirme cette évidence : l'activité de recherche n'est pas indépendante du monde social. Pour autant, les manières de se situer face à cette intrication diffèrent profondément. Nathalie Heinich postule une « neutralité engagée » de laquelle nous nous sentons proches, Yannis Thanassekos et, dans une certaine mesure, Annette Wieviorka, argumentent que les positions des chercheurs ne peuvent que « percoler ». Au-delà de ces divergences, la critique de Yannis Thanassekos à l'égard de la thèse centrale de la sociologue est emblématique et permet de s'interroger sur sa portée : est-elle limitée à ce type de cas, ou ne s'agit-il pas d'une critique plus radicale, traduisant simplement une autre façon de penser la posture scientifique face à la question de l'engagement ? Sur ce point, c'est bien l'impossibilité d'éliminer tout jugement de valeur, d'évacuer ce qui est extra-scientifique dans la démarche analytico-descriptive, qui est postulée. Cette impossibilité apparaît encore dans les propos d'Annette Wieviorka, non sous une forme clairement explicitée, mais à travers l'articulation qu'elle propose entre itinéraire personnel et choix scientifiques. Tout en adhérant à l'idée de neutralité du chercheur, elle suggère aussi, *via* le rôle de transmission dévolu à l'historien, l'impossible distanciation du chercheur par rapport à son objet. La tension patente qui caractérise cette position est également au cœur de l'expérience des auteurs de cet article. Ayant, par exemple, étudié, lors d'un colloque, les composantes des polémiques entourant la présentation de quatre clichés du crématoire d'Auschwitz, ou celles d'une photographie censée prouver la torture pratiquée par l'armée française en Algérie (Fleury-Vilatte et Walter, à paraître), nous avons adopté une posture proche de celle défendue par Nathalie Heinich. Aussi, dans le prolongement de l'analyse proposée par Yannis Thanassekos et, en partie, suggérée par Annette Wieviorka, pensons-nous que ce n'est pas tant le domaine d'investigation qui détermine la nature de l'engagement du chercheur que l'angle par lequel il l'étudie.

Dans notre cas, nous n'interrogeons pas la pertinence de la monstration du judéocide ou de la torture, mais les discussions la concernant. Avec la démarche mise en œuvre par Nathalie Heinich comme avec la nôtre, il s'agissait de démonter les mécanismes d'un débat et d'en présenter les

enjeux. À ceux qui, une fois de plus, nous sommaient de prendre parti, nous avons répondu qu'il ne s'agissait pas de dire qui a tort ou raison sur la justesse de formes mémorielles. Cette situation est différente de celle où nous aurions dû traiter de l'argumentation de négationnistes. En l'occurrence, nous aurions volontiers rejoint le plaidoyer de Roselyne Koren (2002 : 200) « en faveur du droit et même de l'obligation du chercheur, analyste du discours, de prendre parti, entendu comme évaluer explicitement, si nécessaire, la validité de l'argumentaire de textes pour ou contre, à l'aune du savoir établi par les théories énonciatives et pragmatiques du langage et par la [nouvelle rhétorique] ». Finalement, l'engagement du chercheur ne peut être qu'au fondement de la recherche menée et la neutralité axiologique constitue peut-être un « horizon régulateur, jamais complètement atteignable mais orientant l'activité » (Corcuff, 2002 : 184), dans le cadre d'une démarche auto-réflexive ou de débats entre pairs ou non.

On voit donc que la question à laquelle répondent les contributeurs est, certes, dépendante des sujets abordés, mais encore des types d'interrogations. Pour en étudier les différentes modalités et articulations, nous proposons, dans les livraisons suivantes de *Questions de communication*, de prolonger le débat sur ce même thème. En envisageant l'engagement principalement à partir de travaux sur l'histoire contemporaine, nous sommes conscients d'avoir orienté la réflexion. C'est pourquoi nous souhaitons aussi que les lecteurs de la revue réagissent et l'abordent à partir d'autres territoires ou d'autres préoccupations. Les échanges continuent...

Références

- Bourdieu P., 1996, *Sur la télévision suivi de L'emprise du journalisme*, Paris, Liber Éd.
- Chaumont J.-M., 1997, *La concurrence des victimes. Génocide, identité, reconnaissance*, Paris, Éd. La Découverte.
- Corcuff Ph., 2002, « Sociologie et engagement : nouvelles pistes épistémologiques dans l'après-1995 », pp. 175-194, in : B. Lahire, dir., *À quoi sert la sociologie ?*, Paris, Éd. La Découverte.
- Fleury-Vilatte B., Walter J., à paraître, « Secrets, témoignages et photographies : le crématoire d'Auschwitz, un torturé en Algérie », T. Wuillème, dir., *Autour des secrets*, Paris, Éd. L'Harmattan.
- Gaiti B., 2002, « La science dans la mêlée : usages croisés des discours savants et militants », pp. 293-309, in : Ph. Hamman, J.-M. Méon, B. Verrier, dirs, *Discours savants, discours militants : mélange des genres*, Paris, Éd. L'Harmattan.
- Genèses, 2002, « Débats et controverses », 46, mars.
- Hamman Ph., Méon J.-M., Verrier B., dirs, 2002, *Discours savants, discours militants : mélange des genres*, Paris, Éd. L'Harmattan.
- Ion J., dir., 2001, *L'engagement au pluriel*, Saint-Étienne, Publications de l'Université de Saint-Étienne.
- Koren R., 2002, « "La nouvelle rhétorique", "technique" ou "éthique" du discours : le cas de l'"engagement" du chercheur », pp. 197-228, in : R. Koren, R. Amossy, dirs, *Après Perelman : quelles politiques pour les nouvelles rhétoriques ? L'argumentation dans les sciences du langage*, Paris, Éd. L'Harmattan.
- Meyer V., Walter J., dir., à paraître, *Les formes de l'engagement et l'espace public en Europe*.
- Quéré L., 2002, « Pour un calme examen des faits de société », pp. 79-94, in : B. Lahire, dir., *À quoi sert la sociologie ?*, Paris, Éd. La Découverte.

- Questions de communication*, 2002, « Les médias et les guerres en ex-Yougoslavie. Débats, théories, méthodes », I.
- Ricœur P., 2000, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Éd. du Seuil.
- Walter J., 2001a, « Le sociologue, le prêtre et l'exclusion. Interprétations d'une tentative d'inclusion des sciences sociales à la télévision », pp. 199-234, in : J. Walter, dir., *Télévision et exclusion*, Paris, Éd. L'Harmattan.
- Walter J., 2001b, « Les Archives de l'histoire audiovisuelle des survivants de la Shoah. Entre institution et industrie, une mémoire mosaïque en devenir », pp. 187-200, in : J.-P. Bertin-Maghit et B. Fleury-Vilatte, dirs, *Les institutions de l'image*, Paris, Éd. de l'EHESS.